

JULIETTE TUAKLI

Membre du Conseil de direction de United Way Worldwide, PDG et médecin-chef de CHILDAccra, Ghana

Nathalie DELAPALME

Madame Tuakli, vous représentez ici la voix essentielle de la société civile qui a été évoquée notamment par le Ministre. Pouvez nous dire, de votre point de vue de terrain, de contact avec la vie quotidienne de ceux qui ne sont ni dans les ministères ni à la tête de grandes entreprises, comment est-ce que cet accord de libre-échange est ressenti ? Est-ce que vous avez le sentiment que cela apporte quelque chose de plus ou qu'au contraire, c'est quelque chose qui inquiète ? Merci beaucoup.

Juliette TUAKLI

Sur un plan personnel, la zone de libre-échange pourrait se révéler relativement inquiétante. Certes, elle est ambitieuse, et d'ici à 2063 j'espère que nous serons en mesure d'assister à cette transformation massive de notre cher continent. Néanmoins, la réalité sur le terrain est que nous ne disposons pas vraiment de politiques intérieures solides, notamment en ce qui concerne les politiques publiques pour la santé et l'éducation de nos futurs effectifs. Les inégalités augmentent, de même que les questions de sécurité et la fragilité de nos infrastructures. Un certain degré d'union politique sécurisée entre les pays est nécessaire si nous voulons garantir le succès de cet accord.

Que le Nigéria se soit montré frileux n'a rien de surprenant quand on sait les défis de sécurité que le pays traverse, de même que l'insuffisance de ses investissements dans son capital humain et son infrastructure. Mais il ne s'agit pas seulement du Nigéria. Le même constat s'applique aux autres pays qui ont signé l'accord. C'était d'ailleurs très intéressant d'entendre Élisabeth parler du besoin d'un nouvel engagement et d'un investissement dans le personnel du continent. C'est sans doute une opportunité pour les Européens de commencer à investir et contribuer aux investissements intérieurs dans notre jeunesse, la même jeunesse que nous décrivons comme le véritable pétrole du XXI^e siècle.

Nous devons consolider nos politiques intérieures afin de disposer de contrats sociaux plus judicieux entre l'État et les populations. Pour l'heure, ce n'est absolument pas le cas, alors même qu'ils sont essentiels. Car en définitive, notre véritable talon d'Achille sera notre incapacité à investir dans la population.

Bravo au Maroc pour ce que le pays a fait pour sa population et pour les femmes en particulier. Le Ghana a récemment perdu un champion de la révolution agricole, qui était également l'un de mes amis. Juste avant qu'il meure, toutefois, le gouvernement ghanéen a fièrement annoncé qu'il allait investir 1 % de son PIB dans l'éducation aux mathématiques et matières scientifiques. Après tout le travail qui a été fait, il est essentiel que nous commencions à envisager très sérieusement le type d'éducation que nous voulons à la fois pour les garçons et les filles. Le Ghana n'est en rien une exception et nous devons commencer à investir.

J'ai écouté la discussion précédente sur l'Union européenne et l'avenir possible de l'euro tout en réfléchissant à notre accord de libre-échange... Cela n'a fait qu'accroître mes inquiétudes : confiance, unité, sécurité et sûreté sont des domaines dans lesquels le continent africain est le plus fragile. Pour l'heure, la libre circulation des biens, des services et des populations reste un vœu pieux. Je suis désolée de me montrer pessimiste mais nous avons tellement affaibli nos investissements dans notre jeunesse au lieu de les renforcer ces dernières années sur le continent que nous devons absolument inverser la tendance.

Je ne répéterai pas tout ce qui a été dit mais plusieurs aspects importants ont été soulevés. La simplification des règles d'origine est essentielle, il suffit de regarder ce qui se passe déjà sur le continent : la Chine est notre amie mais pourrait entraîner des complications par la suite. Voilà ce que j'avais à dire. Il ne s'agit pas seulement



d'éducation. Notre jeunesse est éduquée mais nous ne disposons pas des emplois adaptés et cela va devenir un problème de plus en plus critique avec la zone de libre-échange.

Nathalie DELAPALME

Merci beaucoup Juliette.